

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2006 — 3872

[2006/203099]

14 SEPTEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 1998 portant exécution du décret du 1^{er} décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 1^{er} décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public;

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L3341-6, modifié par le décret du 30 novembre 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 1998 portant exécution du décret du 1^{er} décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 décembre 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 septembre 2006;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 1998 portant exécution du décret du 1^{er} décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2001, sont apportées les modifications suivantes :

- a) au 1^o, b), les mots "corrélatifs à la perte d'aires de stationnement dans les centres" sont supprimés;
- b) le 4^o, b) est complété comme suit "et de zones de police unicommunales et pluricommunales";
- c) le 6^o est remplacé comme suit : "l'acquisition, à l'exclusion du terrain, de biens immobiliers nécessaires à l'exécution des travaux prévus aux 1^o à 5^o ou de biens immobiliers destinés aux usages visés aux 4^o et 5^o";
- d) l'alinéa 4 du même article est supprimé.

Art. 2. L'intitulé du chapitre II du même arrêté est complété comme suit : "et l'avant-projet".

Art. 3. Des articles 6bis, 6ter, 6quater et 6quinquies, rédigés comme suit, sont insérés dans le même arrêté :

« Art. 6bis. Le demandeur s'accorde avec l'administration pour fixer la date de la réunion plénière d'avant-projet et la liste des personnes et organismes concernés par l'investissement.

Il les convoque au moins quinze jours avant la réunion. L'avant projet est joint à la convocation.

Si une personne ou un organisme invité à la réunion plénière d'avant- projet estime ne pas devoir être présent à la réunion, il envoie au demandeur, préalablement à celle-ci, toutes les informations réglementaires et techniques, dans les formes complètes, claires et concises, lui permettant sans préjudice des autorisations à obtenir, de finaliser l'étude de l'investissement et de procéder à la mise en adjudication des travaux.

Lorsque l'investissement prévu à l'article 2 requiert un permis d'urbanisme au sens du Code wallon de l'Aménagement du Territoire de l'Urbanisme et du Patrimoine, l'avant-projet est accompagné d'un certificat d'urbanisme n° 2.

Art. 6ter. § 1^{er} Le demandeur est tenu d'inviter les personnes et organismes suivants

- 1^o l'auteur de projet;
- 2^o le coordinateur-projet;
- 3^o le pouvoir subsidiant.

§ 2. Le demandeur est tenu d'inviter, notamment, les personnes et organismes suivants pour autant qu'ils soient concernés par l'investissement considéré :

1^o les Directions générales du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports;

- 2^o le fonctionnaire délégué de l'Urbanisme;
- 3^o les Services publics fédéraux de l'Intérieur et de la Mobilité et des Transports;
- 4^o la Société régionale wallonne du Transport;
- 5^o les concessionnaires des câbles et canalisations;
- 6^o le service régional d'incendie;
- 7^o l'Institut belge pour la Sécurité routière;

- 8° l'Office de la Naissance et de l'Enfance;
- 9° les personnes morales qui gèrent les biens immobiliers nécessaires à l'exercice des cultes reconnus;
- 10° les personnes morales qui gèrent les biens nécessaires à l'exercice de la morale laïque;
- 11° l'organisme d'épuration agréé;
- 12° tout autre tiers intervenant.

Art. 6*quater*. L'ordre du jour de la réunion plénière comporte notamment les points suivants qui seront développés dans le procès-verbal de la réunion :

- 1° la présentation de l'avant-projet au stade de l'esquisse crayon;
- 2° l'analyse détaillée de la situation des câbles et canalisations situés dans le périmètre des travaux;
- 3° l'examen des essais et investigations faits et à effectuer;
- 4° l'état d'avancement des procédures de permis et avis à obtenir;
- 5° l'état d'avancement des emprises à réaliser;
- 6° les modifications éventuelles à apporter à l'avant-projet et les opérations à mener pour finaliser l'étude de l'investissement et procéder à la mise en adjudication des travaux;
- 7° le calendrier des opérations à savoir, l'approbation du projet par le demandeur, la mise en adjudication des travaux, le dépôt du dossier à l'Administration, le début des travaux.

Au plus tard à l'ouverture de la réunion, les personnes prévues à l'article 6*ter* remettent au demandeur toutes les informations réglementaires et techniques, dans les formes complètes, claires et concises, lui permettant, sans préjudice des autorisations à obtenir, de finaliser l'étude de l'investissement et de procéder la mise en adjudication des travaux.

Art. 6*quinquies*. Le procès-verbal de la réunion est joint au cahier spécial des charges. Il comprend la liste des personnes et organismes convoqués conformément à l'article 6*bis* du présent arrêté. Le demandeur fait état dans le procès-verbal du caractère éventuellement insuffisant des informations collectées auprès des personnes et organismes concernés. »

Art. 4. A l'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2001, sont apportées les modifications suivantes :

- a) à l'alinéa 1^{er}, les mots "certifiée conforme" sont supprimés;
- b) l'article 1^{er}, 8^o, est remplacé par la disposition suivante :
« 8^o Le procès-verbal de la réunion plénière d'avant-projet conformément à l'article 6*quinquies* »;
- c) à l'alinéa 2, les mots "certifiée conforme" sont supprimés.

Art. 5. Dans l'article 9 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2001, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Un taux unique de subvention est fixé à 60 % du montant établi à l'article 8 pour tous les investissements subsidiés par le financement dans le cadre du décret du 23 mars 1995 portant création du Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'adapter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne; toutefois le taux de subvention est fixé à 75 % du montant établi à l'article 8 pour les investissements en économie d'énergie ».

Un alinéa est également inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Les taux de 60 et 75 % fixés aux alinéas précédents sont majorés de 15 % pour les postes des travaux subsidiaires bénéficiant de la clause sociale conformément à l'article 9, § 3, du décret. »

Art. 6. A l'article 11, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2001, les mots "certifiée conforme" sont supprimés.

Art. 7. In fine du chapitre V intitulé "l'attribution du marché" du même arrêté est inséré un article 11*bis* rédigé comme suit :

« Art. 11*bis*. Si la décision d'attribution du marché n'a pas donné lieu à annulation, le Gouvernement procède à la rectification du montant de la subvention calculée sur la base de l'offre approuvée et sous réserve des crédits disponibles, le notifie au demandeur au plus tard dans les trente jours qui suivent l'échéance du délai d'annulation ».

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 septembre 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 3872

[2006/203099]

14. SEPTEMBER 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 1998 zur Ausführung des Dekrets vom 1. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 1. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden;

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches für lokale Demokratie und Dezentralisierung, insbesondere Art. L3341-6, abgeändert durch das Dekret vom 30. November 2005;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 1998 zur Ausführung des Dekrets vom 1. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. November 2001;

Aufgrund des am 19. Dezember 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 14. September 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Art. 2 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 1998 zur Ausführung des Dekrets vom 1. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. November 2001, wird folgendermaßen abgeändert:

- a) in Nr. 1°, b) wird der Wortlaut "infolge des Verlustes von Parkplätzen in den Stadtzentren" gestrichen;
- b) Nr. 4°, b) wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Gebäuden, die für Verwaltungs- und technische Räume von öffentlichen Sozialhilfzentren und von einzelgemeindlichen und mehrgemeindlichen Polizeizonen bestimmt sind";
- c) Nr. 6° wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "die Anschaffung von Immobiliengütern, mit Ausnahme des Grundstücks, die zur Ausführung der in Nr. 1° bis 5° vorgesehenen Arbeiten bestimmt sind, oder die Anschaffung von Immobiliengütern für die in Nr. 4° und 5° bestimmten Zwecke";
- d) Absatz 4 desselben Artikels wird gestrichen.

Art. 2 - Die Überschrift von Kapitel II desselben Erlasses wird mit folgenden Wörtern ergänzt: "und Vorentwurf".

Art. 3 - Die wie folgt verfassten Artikel 6bis, 6ter, 6quater und 6quinquies werden in denselben Erlass eingefügt:

«Art. 6bis - Der Antragsteller legt im Einvernehmen mit der Verwaltung das Datum der Vollversammlung für den Vorentwurf und die Liste der von der Investition betroffenen Personen und Einrichtungen fest.

Er beruft sie mindestens 15 Tage vor der Versammlung ein. Der Vorentwurf wird der Einberufung beigelegt.

Wenn eine zur Vollversammlung für den Vorentwurf geladene Person oder Einrichtung der Ansicht ist, dass sie dieser Versammlung nicht beizuwohnen hat, übermittelt sie dem Antragsteller vor dem Datum der Versammlung alle verordnungsmäßigen und technischen Auskünfte in vollständiger, deutlicher und bündiger Form, damit er unbeschadet der noch erforderlichen Genehmigungen die Studie zur Investition beenden und die Arbeiten ausschreiben kann.

Wenn die in Art. 2 vorgesehene Investition eine Städtebaugenehmigung im Sinne des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe verlangt, so wird dem Vorentwurf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 beigelegt.

Art. 6ter - § 1 - Der Antragsteller ist verpflichtet, folgende Personen und Einrichtungen einzuberufen:

- 1° den Projektautor;
- 2° den Projektkoordinator;
- 3° die bezuschussende Behörde.

§ 2 - Der Antragsteller ist verpflichtet, u.a. die folgenden Personen und Einrichtungen einzuberufen, sofern sie von der Investition betroffen sind:

- 1° die Generaldirektionen des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen;
- 2° den beauftragten Urbanismus-Beamten;
- 3° die föderalen öffentlichen Dienste "innere Angelegenheiten" und "Mobilität und Transportwesen";
- 4° die "Société régionale wallonne du Transport" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft);
- 5° die Konzessionäre für Leitungen und Kanalisationen;

- 6° den regionalen Feuerwehrdienst;
- 7° das belgische Institut für Verkehrssicherheit;
- 8° das "ONE" (Office de la Naissance et de l'Enfance);
- 9° die juristischen Personen, die für die Ausübung der anerkannten Kulte nötigen Immobilien verwalten;
- 10° die juristischen Personen, die für die Ausübung der nichtkonfessionellen Moralphilosophie nötigen Immobilien verwalten;
- 11° die anerkannte Vereinigung für die Klärung;
- 12° sonstige Teilnehmer.

Art. 6*quater* - Auf der Tagesordnung der Vollversammlung stehen insbesondere die folgenden Punkte, die im Versammlungsprotokoll erörtert werden:

- 1° die Darlegung des Vorentwurfs im Stadium der "Bleistiftskizze";
- 2° die detaillierte Analyse der Lage in Zusammenhang mit den Leitungen und Kanalisationen im Umkreis der Arbeiten;
- 3° die Untersuchung der durchgeführten und noch durchzuführenden Versuche und Ermittlungen;
- 4° der Fortschrittstand der Verfahren in Zusammenhang mit den zu erhaltenden Genehmigungen und Gutachten;
- 5° der Fortschrittstand der vorzunehmenden Landentnahmen;
- 6° die ggf. am Vorentwurf anzubringenden Änderungen und die Vorgänge, die nötig sind, um die Studie zur Investition zu beenden und die Arbeiten auszuschreiben;
- 7° die Planung, insbesondere betreffend die Projektgenehmigung durch den Antragsteller, die Ausschreibung der Arbeiten, die Hinterlegung der Akte bei der Verwaltung und den Anfang der Arbeiten.

Spätestens zum Zeitpunkt der Versammlung übermitteln die in Art. 6*ter* vorgesehenen Personen dem Antragsteller alle verordnungsmäßigen und technischen Auskünfte in vollständiger, deutlicher und bündiger Form, damit unbeschadet der noch erforderlichen Genehmigungen die Studie zur Investition beendet und die Arbeiten ausgeschrieben werden können.

Art. 6*quinquies* - Das Protokoll der Versammlung wird dem Sonderlastenheft beigefügt. Es führt die Liste der gemäß Art. 6*bis* des vorliegenden Erlasses einberufenen Personen und Einrichtungen an. Im Protokoll weist der Antragsteller ggf. darauf hin, dass die bei den betroffenen Personen und Einrichtungen gesammelten Auskünfte unzureichend sind.»

Art. 4 - In Artikel 7 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. November 2001, werden folgende Änderungen angebracht:

- a) in Absatz 1 wird das Wort "beglaubigte" gestrichen;
- b) Artikel 7, 8° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:
«8° das Protokoll der Vollversammlung über den Vorentwurf gemäß Artikel 6*quinquies*;»;
- c) in Absatz 2 wird das Wort "beglaubigte" gestrichen.

Art. 5 - In Artikel 9 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. November 2001, wird der folgende Absatz zwischen Absätze 1 und 2 eingefügt:

«Ein einziger Subventionssatz wird auf 60% des in Art. 8 bestimmten Betrags festgelegt für alle Investitionen, die durch die Finanzierung im Rahmen des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfenzentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, bezuschusst werden; der Subventionssatz beträgt jedoch 75% des in Art. 8 bestimmten Betrags für die Investitionen für Energieeinsparungen.»

Der folgende Absatz wird zwischen Absätze 2 und 3 eingefügt:

«Die in den oben stehenden Absätzen bestimmten Sätze von 60 und 75% werden für die Posten betreffend bezuschussbare Arbeiten, auf welche die soziale Klausel nach Art. 9 § 3 des Dekrets anwendbar ist, um 15% erhöht.»

Art. 6 - In Artikel 11, Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. November 2001, wird das Wort "beglaubigte" gestrichen.

Art. 7 - Am Ende des Kapitels V "Zuteilung des Auftrags" desselben Erlasses wird ein Artikel 11*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 11*bis* - Wenn der Beschluss zur Zuteilung des Auftrags nicht annulliert wurde, berichtet die Regierung den Betrag des aufgrund des genehmigten Angebots berechneten Zuschusses unter Berücksichtigung der verfügbaren Mittel, und teilt dem Antragsteller spätestens innerhalb 30 Tagen nach Ablauf der Annullierungsfrist den berichtigten Betrag mit.»

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 9 - Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. September 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 3872

[2006/203099]

14 SEPTEMBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 1998 ter uitvoering van het decreet van 1 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 1 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor sommige investeringen van openbaar nut;

Gelet op het Waals Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, inzonderheid op artikel L3341-6, gewijzigd bij het decreet van 30 november 2005;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 1998 ter uitvoering van het decreet van 1 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor sommige investeringen van openbaar nut, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 november 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 december 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 september 2006;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest);

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 1998 ter uitvoering van het decreet van 1 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor sommige investeringen van openbaar nut, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 november 2001 worden volgende wijzigingen aangebracht :

- a) onder 1° worden de woorden "als compensatie voor het verlies van parkeerruimten in de stadscentra" geschrapt;
- b) nr. 4°, b), wordt aangevuld als volgt : "en de één gemeente- en meergemeentenpolitie zones";
- c) 6° wordt aangevuld als volgt : "de aankoop, met uitsluiting van de grond, de onroerende goederen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de werken bedoeld onder de nrs. 1° tot en met 5° of van onroerende goederen voor de bestemmingen bedoeld onder de nrs. 4° en 5°";
- d) het vierde lid wordt geschrapt.

Art. 2. Het opschrift van hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt : "en het voorontwerp".

Art. 3. Artikelen 6bis, 6ter, 6quater of 6quinquies, luidend als volgt, worden in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 6bis. De aanvrager komt met het Bestuur overeen om de datum van de plenaire voorontwerpvergadering vast te leggen, en de lijst van de personen en instellingen die bij de investering betrokken zijn.

Hij roept ze minstens vijftien dagen vóór de vergadering samen. Het voorontwerp wordt bij de oproeping gevoegd.

Als er een persoon of een instelling die voor de plenaire voorontwerpvergadering uitgenodigd is, van mening is dat hij niet op de vergadering aanwezig hoeft te zijn, zendt hij de aanvrager vóór de vergadering volledig, overzichtelijk en beknopt alle reglementaire en technische gegevens, zodat hij onverminderd de te krijgen vergunningen de studie in verband met de investering kan afwerken en de werken in aanbesteding kan geven.

Indien de investering bedoeld in artikel 2 een stedenbouwkundige vergunning in de zin van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium vereist, wordt er bij het voorontwerp een stedenbouwkundig attest nr. 2 gevoegd.

Art. 6ter. § 1. De aanvrager moet volgende personen en instellingen uitnodigen :

- 1° de projectontwerper;
- 2° de projectcoördinator;
- 3° de subsidiërende overheid.

§ 2. De aanvrager moet meer bepaald volgende personen en instellingen uitnodigen voorzover ze betrokken zijn bij bedoelde investering :

1° de Directoraten-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest en van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer;

2° de gemachtigd ambtenaar van Stedenbouw;

3° de federale overheidsdiensten Binnenlandse Zaken en Mobiliteit en Vervoer;

4° de Waalse Gewestelijke Vervoersmaatschappij;

5° de concessiehouders van kabels en leidingen;

6° de gewestelijke brandbestrijdingsdienst;

7° het Belgisch Instituut voor Verkeersveiligheid;

8° Kind en Gezin;

9° de rechtspersonen die de onroerende goederen beheren die noodzakelijk zijn voor de beoefening van de erkende erediensten;

10° de rechtspersonen die de goederen beheren die noodzakelijk zijn voor de lekenmoraal;

11° de erkende waterzuiveringsmaatschappij;

12° elke andere derde tussenkomende partij.

Art. 6*quater*. De agenda van de plenaire vergadering bevat meer bepaald volgende punten die aan bod komen in de notulen van de vergadering :

1° de voorstelling van het voorontwerp in het schetsstadium;

2° de omstandige analyse van de ligging van de kabels en de leidingen in de omtrek van de werken;

3° de analyse van de tests en de onderzoeken die verricht werden of nog verricht moeten worden;

4° de stand van zaken in de verplichte vergunnings- en adviesprocedures;

5° de stand van zaken in de te verrichten grondnemingen;

6° de eventuele wijzigingen die het voorontwerp dient te ondergaan en de verrichtingen die gevoerd dienen te worden om het investeringsonderzoek af te werken en de aanbesteding van de werken mogelijk te maken;

7° het tijdsschema voor de verrichtingen, namelijk : de goedkeuring van het project door de aanvrager, de aanbesteding van de werken, de datum voor de indiening van het dossier bij het bestuur, de aanvangsdatum van de werken.

Uiterlijk bij begin van de vergadering maken de personen bedoeld in artikel 6*ter* aan de aanvrager alle reglementaire en technische gegevens over, in een volledige, duidelijke en beknopte vorm zodat hij onverminderd de te krijgen vergunningen de studie in verband met de investering kan afwerken en de werken in aanbesteding kan geven.

Art. 6*quinquies*. De notulen van de vergadering worden bij het bijzonder bestek gevoegd. Zij bevatten de lijst van de personen en instellingen die overeenkomstig artikel 6*bis* van dit besluit opgeroepen worden. De aanvrager maakt in de notulen gewag van de eventuele onvolledigheid van de gegevens die bij de betrokken personen en instellingen ingezameld zijn. »

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 november 2001, worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in lid 1 worden de woorden "voor eensluidend verklaard" geschrapt;

b) artikel 1, 8°, wordt vervangen door volgende bepaling :

"8° de notulen van de plenaire voorontwerpvergadering overeenkomstig artikel 6*quinquies*";

a) in lid 2 worden de woorden "voor eensluidend verklaard" geschrapt.

Art. 5. In artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 november 2001, wordt volgend lid ingevoegd tussen leden 1 en 2 :

« Er wordt een enig subsidiepercentage vastgesteld op 60 % van het in artikel 8 vastgestelde bedrag voor alle investeringen die gesubsidieerd worden door de financiering in het kader van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor Gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven; het subsidiërspercentage wordt evenwel vastgesteld op 75 % van het bedrag vastgesteld in artikel 8 voor de investeringen in energiebesparingen. »

Er wordt eveneens een lid ingevoegd tussen leden 2 en 3 :

« De percentages van 60 en 75 % vastgesteld in vorige leden worden verhoogd met 15 % voor de subsidieerbare werkposten die in aanmerking komen voor de sociale clause overeenkomstig artikel 9, § 3, van het decreet. »

Art. 6. In artikel 11, lid 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 november 2001, worden de woorden "voor eensluidend verklaard" geschrapt.

Art. 7. Op het einde van hoofdstuk V met als opschrift "Gunning van de opdracht" van hetzelfde besluit wordt er een artikel 11*bis* ingevoegd luidend als volgt :

« Art. 11*bis*. Indien de beslissing tot toekenning van de opdracht niet aanleiding gegeven heeft tot een nietigverklaring, zet de Regering het subsidiepercentage, berekend op grond van de goedgekeurde offerte en onder voorbehoud van beschikbare kredieten, recht, geeft daar kennis van aan de aanvrager uiterlijk binnen dertig dagen volgend op de vervaldatum van de termijn voor vernietiging. »

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 9. De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 september 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD